



United Nations



Initiative pour le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après

**RÉUNION DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT
SUR L'ARCHITECTURE INTERNATIONALE DE LA DETTE ET LES LIQUIDITÉS MONDIALES
29 mars 2021, 10 heures-12 h 30 (heure d'hiver de New York), réunion virtuelle**

Alors que voilà plus d'un an que la pandémie est apparue, l'humanité fait montre d'une résilience et d'une ingéniosité remarquables, dont témoigne notamment la mise en place d'un nouveau mécanisme visant à faciliter l'accès équitable aux vaccins dans le monde entier.

Toutefois, pour faire face aux répercussions économiques de la crise et éviter le risque que la pandémie ne provoque des dégâts durables, il est impératif d'accélérer la recherche de solutions, notamment en ce qui concerne la dette souveraine des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays à revenu intermédiaire très vulnérables à l'endettement. **Il est crucial que le fardeau de la dette ne compromette pas la réalisation des objectifs de développement durable et ne laisse pas des millions de personnes sur le bord de la route.** À cet effet, il est essentiel d'associer à notre action collective les créanciers du secteur privé.

L'année dernière, l'Organisation des Nations Unies, les institutions financières internationales et le Groupe des Vingt (G20) ont certes fait de grands progrès, mais la communauté mondiale doit encore mettre en œuvre des mesures qui soient à la hauteur de cette crise majeure. L'Initiative pour le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après offre de nombreuses solutions efficaces dont on pourrait tirer parti.

Si l'on n'agit pas avec audace pour résoudre le problème du fardeau de la dette souveraine, on risque de perdre une nouvelle décennie de développement. **Six pays en développement ont déjà fait défaut depuis le début de la pandémie, tandis que 42 ont vu leur note de crédit dégradée.** Un tiers des économies émergentes sont considérées comme présentant un fort risque de crise budgétaire et plus de la moitié des pays les moins avancés et des autres pays à faible revenu sont regardés

comme présentant un risque élevé de surendettement ou comme étant en situation de surendettement.

Tant que tous les pays ne disposeront pas de la marge de manœuvre budgétaire ou de l'aide internationale nécessaires pour investir dans une reprise mondiale, et notamment dans les **vaccins**, la **lutte contre les changements climatiques** et la **biodiversité**, les inégalités continueront de se creuser. **L'heure est venue de jeter une passerelle vers la reprise et de définir une nouvelle architecture internationale de la dette souveraine qui assure une meilleure allocation mondiale des capitaux.**

Les Premiers Ministres du Canada et de la Jamaïque et le Secrétaire général organisent une réunion des chefs d'État et de gouvernement pour tirer parti des solutions proposées et souligner la nécessité urgente d'assurer des liquidités, de remédier à la vulnérabilité liée à la dette et d'accorder un allègement ciblé de la dette.

Six grandes questions seront abordées à la réunion :

1. Renforcer les liquidités mondiales, notamment par l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux et le renforcement de la responsabilité vis-à-vis de leur utilisation, ainsi que par la mise en œuvre d'autres mesures par les institutions financières internationales ;
2. Prolonger l'initiative de suspension du service de la dette lancée par le G20 et en élargir la portée aux pays vulnérables à revenu intermédiaire ;
3. Accorder un allègement de la dette là où la nécessité s'en fait sentir, y compris pour tous les pays qui sollicitent un délai de grâce ;
4. Définir les éléments constitutifs d'une architecture internationale de la dette renforcée.

La réunion s'ouvrira par un débat de haut niveau, au cours duquel les chefs d'État et de gouvernement

exprimeront leur détermination à œuvrer résolument à la formulation de solutions mondiales. Dirigeants d'**institutions internationales** et **partenaires des secteurs public et privé et de la société civile** examineront les possibilités d'agir vite et les difficultés qui font obstacle à une telle action. Cet examen préparera le terrain aux discussions devant avoir lieu avec les ministres des finances, des affaires étrangères et du développement, en particulier dans le cadre des réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, du sommet sur le financement des économies africaines, du Groupe des Sept et du G20.

Ensemble, nous devons mettre fin à ces crises de la dette vicieuses et récurrentes et bâtir un monde plus résilient. **La vie et les moyens de subsistance de milliards de personnes dépendront de notre capacité à relever ce défi.**